

Bij besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 21 februari 1989, wordt het opvangcentrum waarvan de benaming hierna vermeld is, erkend voor een periode van drie jaar met ingang van 1 januari 1989 in de volgende categorie :

« Fondation Gendebien »
Rue de Bomel 154
5000 Namur

26 bedden

Categorie III

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

20 FEVRIER 1989. — Arrêté ministériel d'agrément en qualité d'éliminateur de déchets toxiques ou dangereux

Le Ministre de la Région wallonne pour l'Agriculture, l'Environnement et le Logement,

Vu la loi sur les déchets toxiques du 22 juillet 1974;

Vu l'arrêté royal du 9 février 1976 portant règlement général sur les déchets toxiques et notamment le chapitre III, modifié notamment par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 12 novembre 1987;

Vu le décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 12 novembre 1987, relatif à certaines catégories de déchets, notamment ses articles 16 à 18;

Vu la demande introduite le 21 novembre 1988, par la Société belge pour l'Assainissement général industriel, SOBAGI, S.A., dont le siège social est situé à 4100 Seraing, rue du Fort 601;

Vu l'avis favorable émis par la Commission des Déchets en date du 22 décembre 1988,

Arrête :

Article 1er. La S.A. SOBAGI, rue du Fort 601, à 4100 Seraing, est agréée en qualité d'éliminateur de déchets toxiques ou dangereux.

Art. 2. § 1. L'agrément visé à l'article 1er concerne une installation de traitement de déchets toxiques ou dangereux, dénommée « SOBAGI II » à implanter, par la S.A. SOBAGI, sur la rive droite de la Meuse, sur le territoire de la commune d'Engis, anciennement commune d'Ehein, parc industriel, parcelle cadastrale, section A, n° 806.

§ 2. L'agrément concerne les installations de traitement proprement dites, ainsi qu'un centre de tri et un laboratoire de contrôle.

§ 3. Par installation de traitement, il faut entendre :

- les unités de traitement de neutralisation des acides et des bases minérales d'une capacité estimée de 25 000 T/an;
- les unités de traitement des acides et bases minérales pollués par des substances organiques, d'une capacité estimée de 5 000 T/an;
- les unités de traitement des émulsions et des eaux hydrocarburées compatibles avec le traitement biologique d'une capacité estimée de 30 000 T/an;
- les unités de traitement par hydratation de boues d'une capacité estimée de 30 000 T/an;
- les unités d'évapo-incinération de déchets contenant des produits organiques miscibles à faible quantité d'une capacité estimée de 15 000 T/an;
- le centre de tri et de regroupement d'une capacité estimée de 10 000 T/an;
- le laboratoire de contrôle.

Art. 3. Seuls peuvent être admis aux installations de traitement des déchets toxiques ou dangereux, les déchets définis à l'article 1er, § 1er, 3° et 4°, a, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon relatif à certaines catégories de déchets.

Art. 4. L'éliminateur tient à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance les preuves de paiement des primes afférentes au contrat d'assurance couvrant la responsabilité civile résultant des activités du centre, assurance qu'il doit souscrire conformément aux dispositions du chapitre II, article 5°, 2°, d, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon relatif à certaines catégories de déchets.

Art. 5. Le présent agrément ne dispense pas l'éliminateur d'obtenir l'autorisation d'exploiter conformément à l'article 4 de l'arrêté royal du 9 février 1976 et de se conformer aux mêmes législations applicables en la matière.

Art. 6. L'agrément est accordé pour un terme de 5 ans à dater de la signature du présent arrêté.

Art. 7. Préalablement à l'entrée en fonctionnement des installations de traitement, la requérante est tenue de transmettre au Service Gestion des Déchets du Ministère de la Région wallonne, une copie de toutes les autorisations couvrant les établissements belges ou étrangers intervenant à quelque titre que ce soit dans la filière d'élimination des déchets traités.

Elle est également tenue d'informer immédiatement le Service Gestion des Déchets précité de toutes les modifications intervenues au niveau de ces autorisations.

Art. 8. Sur avis de la Commission des Déchets, le Ministre peut à tout moment, dans une décision motivée, modifier les obligations imposées, notamment en vue de limiter les effets négatifs des activités des installations de traitement sur le sol, la faune, l'air et les eaux ou d'une manière générale, d'empêcher que les installations de traitement portent atteinte à l'environnement ou à la santé de l'homme.

Art. 9. Sur base d'un procès-verbal constatant une infraction au décret, à ses arrêtés d'exécution ou aux conditions d'autorisation, le Ministre peut, sur avis de la Commission des Déchets, suspendre ou retirer celle-ci après avoir donné la possibilité à son titulaire de faire valoir ses moyens de défense et de régulariser la situation dans un délai déterminé, en cas d'urgence spécialement motivée, l'agrément peut être suspendu ou retiré sans délai et sans que son titulaire ait été entendu.

Art. 10. Afin de garantir la bonne fin des opérations d'élimination, la société requérante constituera un cautionnement de 10 000 000 F, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations au bénéfice du Ministère de la Région wallonne, Service de la Gestion des Déchets. Le cautionnement, pour autant qu'il soit déposé à la Caisse des Dépôts et Consignations, sera autorisé par l'intermédiaire d'un organisme de crédit agissant comme mandataire au bailleur de fonds de la société dont le cautionnement doit garantir les obligations.

Art. 11. L'impétrant est tenu de transmettre trimestriellement au Service Gestion des Déchets du Ministère de la Région wallonne un relevé représentant les indications suivantes. En ce qui concerne les produits entrant :

- nom et adresse du producteur et détenteur antérieurs;
- nom et adresse du fournisseur des déchets;
- nom et adresse du transporteur;
- date et heure d'entrée aux installations de traitement;
- tonnage;
- identification des produits par référence :
 - à la nomenclature française pour ce qui concerne leur nature;
 - à la codification OCDE pour ce qui concerne :
 - les raisons pour lesquelles les matières concernées sont destinées à l'élimination;
 - les activités génératrices de ces déchets;
 - les types génériques de déchets dangereux;
 - les constituants présents dans les déchets et leur conférant un caractère dangereux;
 - à la fiche d'identification et d'analyse;
- orientation sur la plate-forme de stockage.

En ce qui concerne les produits sortant :

- nom et adresse du transporteur;
- nom et adresse du destinataire;
- date et heure de sortie des installations de traitement;
- tonnage;
- nature des produits et résultats des tests rapides de vérification de conformité;
- date et références du certificat de réception du destinataire.

Les modalités de la transmission des renseignements trimestriels seront définies de commun accord par le Service Gestion des Déchets et l'impétrant avant l'entrée en fonctionnement des installations de traitement.

Art. 12. Dans le cas où il n'autorise pas le déchargement des produits et où les produits sont renvoyés au fournisseur, l'impétrant est tenu d'en informer immédiatement par télex, le Service Gestion des Déchets en lui donnant les renseignements suivants :

- identification du produit par référence :
 - à la nomenclature française pour ce qui concerne leur nature;
 - à la codification OCDE pour ce qui concerne :
 - les raisons pour lesquelles les matières concernées sont destinées à l'élimination;
 - les activités génératrices de déchets;
 - les types génériques de ces déchets dangereux;
 - les constituants présents dans les déchets et leur conférant un caractère dangereux;
 - à la fiche d'identification et d'analyse;
- le motif pour lequel les produits n'ont pas été acceptés par les installations de traitement;
- nom et adresse du transporteur;
- n° d'immatriculation du véhicule;
- lieu de destination du véhicule.

Bruxelles, le 20 février 1989.

G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

20. FEBRUAR 1989

Ministerieller Erlaß, durch den die Zulassung als Entsorger giftiger bzw. gefährlicher Abfälle erteilt wird

Aufgrund der Gesetze über die giftigen Abfälle vom 22. Juli 1974;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 9. Februar 1976, der die allgemeine Ordnung über die giftigen Abfälle festlegt, insbesondere Kapitel III, insbesondere abgeändert durch den Erlaß der Wallonischen Regional-exekutive vom 12. November 1987;

Aufgrund des Dekrets vom 5. Juli 1985 über die Abfälle;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regional-exekutive vom 12. November 1987 über bestimmte Kategorien von Abfällen, insbesondere seiner Artikel 16 bis 18;

Aufgrund des am 21. November 1988 durch die « Société belge pour l'Assainissement général industriel » SOBAGI, A.G., mit Sitz in 4100 Seraing, rue du Fort 601, eingereichten Antrags;

Aufgrund des durch die Kommission für Abfälle am 22. Dezember 1988 abgegebenen günstigen Gutachtens,

Erläßt der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

Artikel 1. Die SOBAGI AG, rue du Fort 601, in 4100 Seraing, wird als Entsorger giftiger oder gefährlicher Abfälle anerkannt.

Art. 2. § 1. Die in Artikel 1 erwähnte Zulassung betrifft eine Behandlungsanlage für giftige oder gefährliche Abfälle mit Namen « SOBAGI II », die von der SOBAGI AG auf der rechten Ufer der Maas, auf dem Gemeindegebiet Engis, früher Gemeinde Ehein, Industriezone, Katasterparzelle Flur A, Nr. 806, angesiedelt werden muß.

§ 2. Die Zulassung bezieht sich auf eigentliche Behandlungsanlagen, sowie auf eine Sortierungsanlage und auf einen Prüfungslabor.

§ 3. Unter Behandlungsanlage versteht man :

- die Anlagen für die Neutralisierung von Säuren und mineralischen Basen, mit einer geschätzten Kapazität von 25 000 T/Jahr;
- die Behandlungsanlagen für Säuren und mineralische Basen, die von organischen Stoffen verunreinigt sind, mit einer geschätzten Kapazität von 5 000 T/Jahr;
- die Behandlungsanlagen für Emulsionen und Kohlenwasserstoffe enthaltendes Wasser, die einer biologischen Behandlung unterzogen werden können, mit einer geschätzten Kapazität von 30 000 T/Jahr;
- die Anlagen für die Hydratation von Schlämmen, mit einer geschätzten Kapazität von 30 000 T/Jahr;
- die Anlagen für die Veraschung von Abfällen, die geringe Anteile mischbarer organischer Stoffe enthalten, mit einer geschätzten Kapazität von 15 000 T/Jahr;
- das Sortierungs- und Sammlungszentrum mit einer Geschätzten Kapazität von 10 000 T/Jahr;
- den Prüfungslabor.

Art. 3. Lediglich die in Artikel 1, § 1, Punkt 3 und 4, a, des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive über bestimmte Kategorien von Abfällen genannten Abfälle können zu den Beseitigungsanlagen für giftige oder gefährliche Abfälle zugelassen werden.

Art. 4. Der Entsorger behält für den Beamten, der mit der Überwachung beauftragt ist, die Beweise für die Zahlung der Prämien aus dem Haftpflichtversicherungsvertrag in Zusammenhang mit den Tätigkeiten des Zentrums, wobei er diese Versicherung gemäß den Bestimmungen von Kapitel II, Artikel 5, Punkt 5, 2, d, des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive über bestimmte Kategorien von Abfällen eingehen muß.

Art. 5. Diese Zulassung entbindet nicht den Entsorger von der Pflicht, die Betriebsgenehmigung gemäß Artikel 4 des Königlichen Erlasses vom 9. Februar zu erhalten und sich nach denselben einschlägigen Vorschriften zu richten.

Art. 6. Die Zulassung wird für eine Laufzeit von 5 Jahren ab der Unterzeichnung des vorliegenden Erlasses erteilt.

Art. 7. Vor der Inbetriebnahme der Beseitigungsanlagen ist die Antragstellerin verpflichtet, der Dienststelle für Abfallbehandlung des Ministeriums der Wallonischen Region eine Kopie aller Genehmigungen zu übermitteln, die die belgischen und ausländischen Unternehmen decken, die unter gleich welchem Titel an den Beseitigungsvorgängen der verarbeiteten Abfälle teilnehmen.

Sie ist ebenfalls verpflichtet, die Dienststelle für Abfallbehandlung des Ministeriums der Wallonischen Region über jede Änderung hinsichtlich dieser Genehmigungen zu unterrichten.

Art. 8. Nach Stellungnahme der Kommission für Abfälle hat der Minister jederzeit das Recht, die auferlegten Verpflichtungen durch begründeten Erlaß abzuändern, insbesondere um die schädlichen Auswirkungen der Tätigkeiten in den Behandlungsanlagen auf den Boden, die Fauna, die Luft und die Gewässer einzuschränken, oder im allgemeinen um zu vermeiden, daß die Behandlungsanlagen der Umwelt oder der menschlichen Gesundheit schaden.

Art. 9. Aufgrund eines Protokolls, in dem eine Verletzung des Dekrets, dessen Ausführungserlasse oder der Zulassungsvoraussetzungen festgestellt wird, kann der Minister nach Stellungnahme der Kommission für Abfälle die Zulassung zeitweilig aufheben oder zurückziehen, nachdem er ihrem Inhaber die Möglichkeit gegeben hat, seine Verteidigungsmittel geltend zu machen und die Situation innerhalb einer bestimmten Frist zu berichtigen; in besonders begründeten Dringlichkeitsfällen kann die Zulassung fristlos und ohne Anhörung ihres Inhabers aufgehoben oder zurückgezogen werden.

Art. 10. Um die gute Ausführung der Beseitigungsvorgänge zu gewährleisten, wird die antragstellende Gesellschaft eine Sicherheitssumme von 10 000 000 Franken bei der Hinterlegungs- und Konsignationszentrale zugunsten des Ministeriums der Wallonischen Region, Dienststelle für Abfallbehandlung, hinterlegen. Soweit sie bei der Hinterlegungs- und Konsignationszentrale hinterlegt ist, wird die Sicherheitssumme durch eine Krediteinrichtung genehmigt, die als Bevollmächtigte des Kreditgebers der Gesellschaft, deren Sicherheitssumme die Verpflichtungen gewährleisten soll, handelt.

Art. 11. Der Antragsteller ist verpflichtet, der Dienststelle für Abfallbehandlung des Ministeriums der Wallonischen Region eine Aufstellung mit den folgenden Angaben zu übermitteln. Hinsichtlich der eingebrachten Produkte :

- Name und Anschrift des früheren Erzeugers und des früheren Halters;
- Name und Anschrift der Person, die die Abfälle übergibt;
- Name und Anschrift des Transportunternehmers;
- Tag und Zeit der Einbringung in die Behandlungsanlagen;
- Gesamtmenge in t;
- Kennzeichnung der Produkte unter Bezugnahme auf :
 - die französische Nomenklatur hinsichtlich ihrer Art;
 - die Kodifizierung der OECD hinsichtlich :
 - der Gründe, aus welchen die betreffenden Stoffe beseitigt werden müssen;
 - der Tätigkeiten, denen zufolge die Abfälle erzeugt wurden;
 - der Obertypen von gefährlichen Abfällen;
 - der Bestandteile, die in den Abfällen enthalten sind und die ihnen einen gefährlichen Charakter geben;
 - die Kennzeichnungs- und Analysekarte;
- Orientierung auf dem Ablagerungsplatz.

Hinsichtlich der ausgebrachten Produkte :

- Name und Anschrift des Transportunternehmers;
- Name und Anschrift des Abnehmers;
- Tag und Zeit der Ausbringung aus den Behandlungsanlagen;
- Gesamtmenge in t;
- Art der Produkte und Ergebnisse der schnellen Tests der Übereinstimmungsprüfung;
- Datum und Verweise auf dem Empfangsschein des Abnehmers.

Die Einzelbedingungen der Übermittlung der vierteljährlichen Auskünfte werden im Einvernehmen durch den Dienst für Abfallbehandlung und den Antragsteller vor der Inbetriebnahme der Behandlungsanlagen geregelt.

Art. 12. Im Falle, daß er die Abladung der Produkte nicht zuläßt und die Produkte dem Versorger zurückgeführt werden, ist der Antragsteller verpflichtet, die Dienststelle für Abfallbehandlung darüber sofort mittels Fernschreibens zu benachrichtigen, wobei er ihr die folgende Auskunft erteilt :

- Kennzeichnung der Produkte unter Bezugnahme auf :
 - die französische Nomenklatur, was ihre Art betrifft;
 - die OECD-Kodifizierung hinsichtlich :
 - der Gründe, aus denen die betreffenden Stoffen beseitigt werden müssen;
 - der Tätigkeiten, denen zufolge die Abfälle erzeugt worden sind;
 - der Obertypen dieser gefährlichen Abfälle;
 - der Bestandteile, die in diesen Abfällen vorhanden sind und ihnen einen gefährlichen Charakter verleihen;
 - die Kennzeichnungs- und Analysekarte;
- der Grund, aus dem die Produkte in den Behandlungsanlagen nicht angenommen worden sind;
- Name und Anschrift des Transportunternehmers;
- Kennzeichnungsnummer des Fahrzeugs;

Brüssel, den 20. Februar 1989.

G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALESE GEWEST

20 FEBRUARI 1989

Ministerieel besluit tot erkenning als vernietiger van giftige en gevaarlijke afvalstoffen

De Minister van het Waalse Gewest voor Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting,

- Gelet op de wet van 22 juli 1974 op de giftige afvalstoffen;
- Gelet op het koninklijk besluit van 9 februari 1976 houdende algemene regeling op de giftige afvalstoffen, inzonderheid op hoofdstuk III, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 12 november 1987;
- Gelet op het decreet van 5 juli 1985 met betrekking tot de afvalstoffen;
- Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 12 november 1987 betreffende bepaalde categorieën van afvalstoffen, inzonderheid op de artikelen 16 tot 18;
- Gelet op de aanvraag ingediend op 21 november 1988 door de « Sociéts belge pour l'Assainissement général industriel, SOBAGI » N.V. gevestigd te 4100 Seraing, rue du Fort 601;
- Gelet op het gunstig advies uitgebracht op 22 december 1988 door de Afvalcommissie,

Besluit :

Artikel 1. De N.V. SOBAGI, gevestigd te 4100 Seraing, rue du Fort 601, wordt erkend als vernietiger van giftige en gevaarlijke afvalstoffen.

Art. 2. § 1. De in artikel 1 bedoelde erkenning betreft een inrichting voor de verwerking van giftige of gevaarlijke afvalstoffen « SOBAGI II » genaamd die op de rechteroever van de Maas, op het grondgebied van de gemeente Engis, vroeger Ehein, in de industriezone, op het kadastraal perceel sectie 1, nr. 806, moet worden gevestigd.

§ 2. De erkenning heeft eigenlijk betrekking op de verwerkingsinrichtingen alsmede op een sorteringencentrum en een controlelaboratorium.

§ 3. Onder verwerkingsinrichting, dient te worden verstaan :

- de verwerkingseenheden voor de neutralisering van anorganische zuurstoffen en basen waarvan het verwerkingsvermogen op 25 000 T/jaar wordt begroot;
- de eenheden voor de verwerking van anorganische zuurstoffen en basen vervuild met organische stoffen waarvan het verwerkingsvermogen op 5 000 T/jaar wordt begroot;
- de eenheden voor de verwerking van koolwaterstofhoudende emulsies en wateren die compatibel zijn met de biologische verwerking waarvan het verwerkingsvermogen op 30 000 T/jaar wordt begroot;
- de eenheden voor de verwerking door hydratering van slib waarvan het verwerkingsvermogen op 30 000 T/jaar wordt begroot;
- de verdampings-verbrandingseenheden van afvalstoffen die in lage hoeveelheden vermengbare organische produkten bevatten waarvan het verwerkingsvermogen tot 15 000 T/jaar wordt begroot;
- het sorterings- en hergroeperingscentrum waarvan het verwerkingsvermogen tot 10 000 T/jaar wordt begroot;
- de controlelaboratoria.

Art. 3. Kunnen slechts in de verwerkingsinrichtingen van giftige en gevaarlijke afvalstoffen worden toegelaten, de afval bepaald in artikel 1, § 1, 3^o en 4^o, a, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve betreffende bepaalde categorieën afvalstoffen.

Art. 4. De vernietiger stelt het bewijs dat de premies van de verzekeringspolis die de burgerlijke aansprakelijkheid van de activiteiten van het centrum dekt, werden betaald ter beschikking van de ambtenaar belast met het toezicht.

De vernietiger moet die verzekeringspolis aangaan overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk II, artikel 5, 2^o, d, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve betreffende bepaalde categorieën afvalstoffen.

Art. 5. Die erkenning stelt de vernietiger er niet van vrij overeenkomstig artikel 4 van het koninklijk besluit van 9 februari 1976, een ontginningsvergunning te verkrijgen en de wetgevingen die in dit gebied van toepassing zijn, in acht te nemen.

Art. 6. De erkenning wordt verleend voor een termijn van 5 jaar met ingang van de ondertekening van dit besluit.

Art. 7. Voor de indienststelling van de verwerkingsinrichtingen wordt de eiser ertoe gehouden aan de Dienst Afvalbeheer van het Ministerie van het Waalse Gewest een afschrift te richten van alle vergunningen die Belgische of Vreemde inrichtingen dekken welke, ongeacht hun taak, in het verwijderingsproces van de verwerkte afval optreden.

De eiser wordt eveneens verplicht de hierboven vermelde Dienst Afvalbeheer onmiddellijk kennis te geven van alle wijzigingen inzake vergunningen.

Art. 8. Op advies van de Afvalcommissie kan de Minister op ieder ogenblik met een met redenen omklede beslissing de opgelegde verplichtingen wijzigen, met name om de nadelen van de verwerkingsinrichtingen op de bodem, de fauna, de lucht en het water te beperken of in het algemeen, om te vermijden dat die inrichtingen het leefmilieu of de gezondheid van de mens schaden.

Art. 9. Op basis van een proces-verbaal houdende vaststelling van een overtreding van het decreet, van zijn uitvoeringsbesluiten of van de vergunningsvoorwaarden kan de Minister op advies van de Afvalcommissie die vergunning schorsen of intrekken nadat de houder ervan in de mogelijkheid werd gesteld zijn verdediging te doen gelden en de toestand binnen een bepaalde termijn te legaliseren; in geval van speciaal met redenen omklede dringende noodzakelijkheid kan de erkenning onmiddellijk en zonder dat de houder ervan werd gehoord, geschorst of ingetrokken worden.

Art. 10. Met het oog op de goede afloop van de verwijderingsoperaties moet de verzoeker een borg van 10 000 000 F ten gunste van het Ministerie van het Waalse Gewest, Dienst Afvalbeheer bij de Deposito- en Consignatiekas stellen. Voor zover zij bij de Deposito- en Consignatiekas wordt gesteld, wordt die borgstelling toegestaan door een kredietinstelling die handelt als gemachtigde van de geldschieter van de maatschappij waarvan de borgstelling de verplichtingen moet waarborgen.

Art. 11. De verzoeker is ertoe gehouden aan de Dienst Afvalbeheer van het Ministerie van het Waalse Gewest een driemaandelijkse staat mede te delen die de volgende verwijzingen vermeldt.

Wat de binnenkomende stoffen betreft :

- naam en adres van de vroegere producent en houder;
- naam en adres van de afvalleverancier;
- naam en adres van de vervoerder;
- datum en uur waarop die afval in de verwerkingsinstallaties werd toegelaten;
- identificatie van de produkten met verwijzing naar :
 - de franstalige terminologie wat de aard ervan betreft;
 - de OESE-codificatie voor :
 - de redenen waarom de betrokken stoffen moeten worden verwijderd;
 - de activiteiten die die afval hebben geproduceerd;
 - de verschillende soorten gevaarlijke afvalstoffen;
 - de elementen die die afval bevatten en hun een gevaarlijk karakter bezorgen;
 - de identificatie- en analysefiche;
- oriëntatie op de opslagplatform.

Wat de buitenkomende produkten betreft :

- naam en adres van de vervoerder;
- naam en adres van de ontvanger;
- datum en uur waarop die afval uit de verwerkingsinstallaties zijn gekomen;
- het (in ton uitgedrukt) gewicht;
- de aard van de produkten en de resultaten van de snelle gelijkvormigheidstesten;
- datum en verwijzingen van het ontvangstbewijs van de ontvanger.

De modaliteiten inzake driemaandelijkse uitwisseling van inlichtingen zullen voor de inwerkingstelling van de verwerkingsinstallaties bepaald worden in onderlinge overeenstemming tussen de Dienst Afvalbeheer en de verzoeker.

Art. 12. Wanneer de verzoeker de uitlading van de produkten weigert en wanneer die produkten naar de producent worden teruggezonden, is hij ertoe gehouden de Dienst Afvalbeheer daarvan onmiddellijk door telex op de hoogte te brengen en die dienst de volgende inlichtingen te verstrekken :

- identificatie van het produkt met verwijzing naar :
 - de franstalige terminologie wat hun aard betreft;
 - de OESE-codificatie voor :
 - de redenen waarom de betrokken stoffen moeten worden verwijderd;
 - de activiteiten die die afvalstoffen hebben geproduceerd;
 - de verschillende soorten gevaarlijke afvalstoffen;
 - de elementen die die afval bevatten en hun een gevaarlijk karakter bezorgen;
 - het identificatie- en analysefiche;
- de redenen waarom die stoffen in de verwerkingsinstallaties werden geweigerd;
- naam en adres van de vervoerder;
- inschrijvingsnummer van het voertuig;
- plaats van bestemming van het voertuig.

Brussel, 20 februari 1989.

G. LUTGEN

Protection du patrimoine. — Inscription d'un monument sur une liste de sauvegarde

Par arrêté de l'Exécutif du 19 avril 1989 est inscrite sur une liste de sauvegarde la fontaine Saint-Furcy à Bellefontaine, commune de Bièvre, cadastré sur Bièvre, 10e division/Bellefontaine section B, n° 439 A, conformément aux dispositions des articles 3 à 5 du décret du 17 juillet 1987 relatif à la protection du patrimoine immobilier.

VERTALING

Bescherming van het patrimonium. — Inschrijving van een monument op een bewaarlijst

Bij besluit van de Executieve van 19 april 1989 wordt de « Fontaine Saint-Furcy », te Bellefontaine, gemeente Bièvre, gekadastréerd in Bièvre, 10e afdeling/Bellefontaine sectie B, nr. 439 A, op een bewaarlijst ingeschreven, overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 3 tot 5 van het decreet van 17 juli 1987 betreffende de bescherming van het onroerend patrimonium.